

ÉDITO

L'Argentine, épuisée par la corruption, la pauvreté et l'irresponsabilité fiscale a élu un cheval noir populiste dans l'espoir de rompre ce cycle néfaste.

Par **Caroline Rayol**



Diplômée de l'ENA, d'un MBA de Commerce International et d'un Master CELSA en Communication, Caroline Rayol est passionnée par la diplomatie économique et les questions géopolitiques. Actuellement

Senior Strategic Intelligence Analyst au sein du groupe ADIT, elle était auparavant conseillère aux affaires étrangères au sein de la Présidence de la république du Brésil avant de fonder et diriger le Club d'affaires IAR do Brasil.

professeur d'université, Milei est devenu familier du public argentin en tant qu'invité dans des émissions de radio et de télévision. En 2021, avec un discours enflammé « contre tout et contre tous », il a remporté sa première élection en tant que député fédéral pour son parti *La Libertad Avanza*, fondé la même année. Il est souvent comparé à l'ancien président américain Donald Trump et à l'ancien président brésilien Jair Bolsonaro. La vie personnelle de Milei est également devenue un sujet de discussion pendant la campagne avec la publication d'une biographie non autorisée par un journaliste, qui expose la relation de l'économiste avec l'ésotérisme après la mort de son chien Conan en 2017.

La victoire de ce personnage excentrique, surnommé « El Loco », peut sembler surprenante, mais elle découle du désespoir des Argentins. L'endettement extérieur, le manque de réserves, l'inflation élevée et l'augmentation de la pauvreté reflètent des problèmes dans la gestion macroéconomique qui persistent depuis longtemps. La pauvreté touche plus de 40% de la population, l'inflation annuelle atteint environ 138%, et le taux d'intérêt dépasse les 130% par an. Le PIB a chuté d'environ 5% au cours des 12 derniers mois, principalement en raison du manque d'investissements, tant gouvernementaux que privés. Au deuxième trimestre de cette année, la dette extérieure de l'Argentine s'élevait à 276,201

Le candidat d'extrême droite, Javier Milei, âgé de 53 ans, a remporté le second tour des élections présidentielles en Argentine le 19 novembre dernier. Le candidat libertaire a vaincu le représentant péroniste Sergio Massa (*Unión por la Patria*) et est ainsi devenu le président élu ayant obtenu le plus grand nombre de votes de l'histoire du pays.

Économiste de formation, Milei se présente comme une personnalité extérieure à la politique traditionnelle, affirmant vouloir lutter contre ce qu'il appelle la « caste politique » de l'Argentine. Avant de s'engager en politique, il a travaillé dans le secteur privé, notamment dans une banque et dans une entreprise gérant des retraites et des pensions. Il a également occupé le poste d'économiste en chef à la Fondation Acordar, affiliée au péronisme, et ancien candidat à la présidence Daniel Scioli. En tant que



milliards de dollars. Quant à la dette du pays envers le FMI, elle atteint environ 44 milliards de dollars.

Dans le classement de la perception de la corruption établi par l'ONG Transparency International, l'Argentine occupe la 94^e position. Par ailleurs, l'ancienne présidente de l'Argentine et leader du mouvement péroniste Cristina Fernández de Kirchner, qui a gouverné le pays entre 2007 et 2015, a été impliquée dans plusieurs scandales, y compris une condamnation pour corruption en décembre 2022.

De fait, ce scénario dégradé est un terrain fertile pour la montée populiste. Milei propose des solutions faciles, voire magiques, pour résoudre des problèmes complexes. Lors de sa campagne, il a promis de dollariser l'économie et d'éliminer la Banque centrale, deux engagements économiquement et politiquement irréalisables. Il s'est engagé à retirer "immédiatement" toutes les restrictions de change qui limitent les achats de dollars par les Argentins. Il envisage également de privatiser des entreprises publiques, y compris le groupe pétrolier YPF. En ce qui concerne les affaires étrangères, Milei a affirmé pendant la campagne présidentielle qu'il n'aurait pas de rapports avec des "pays communistes" et a même menacé de rompre les relations avec le Brésil et la Chine, les deux principaux partenaires commerciaux de l'Argentine. Par ailleurs, il a déclaré vouloir sortir du Mercosur ou du moins en changer profondément les normes.

Toutes ces propositions ne seront certainement pas mises en place. Néanmoins, nous pouvons espérer un mandat libéral, à l'image de celui du péroniste de droite Carlos Menem. Selon Milei, le meilleur président de l'histoire de l'Argentine, mettant particulièrement en avant son programme de réformes et de privatisations. Menem a privatisé de nombreuses entreprises d'État, mais pour ce faire, il a bénéficié de deux mesures clés : la Loi sur la Réforme de l'État et la Loi d'Urgence Économique. Les deux lois, adoptées avec les deux tiers des voix de la Chambre et du Sénat, ont donné à Menem des pouvoirs étendus pour mettre en œuvre les réformes souhaitées par Milei. Cependant, le manque de soutien au Congrès menace la viabilité de son futur gouvernement, dont l'investiture doit avoir lieu le 10 décembre. Les soutiens de Macri et de Bullrich ne seront pas suffisants, car Milei n'atteindra même pas un tiers des votes à la Chambre et au Sénat.



REGARD D'EXPERT

Et si la France reprenait l'initiative sur le dossier du conflit israélo-palestinien ?

Par Bertrand Besancenot



Bertrand BESANCENOT est Senior Advisor chez ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie Saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen-Orient.

Aujourd'hui, l'urgence dans la guerre à Gaza est naturellement l'établissement de trêves humanitaires débouchant le plus vite possible sur un cessez-le-feu et la solution de la question des otages israéliens (en échange de la libération de prisonniers palestiniens).

Cela ne signifie cependant pas qu'il faille renvoyer aux calendes grecques le problème de fond – le règlement de la question palestinienne – sans lequel des tragédies comme celle du 7 octobre risquent de se répéter.

Or, aujourd'hui, ce sont essentiellement les Américains qui évoquent la perspective politique de l'après-crise, en réaffirmant la nécessité d'une solution à deux Etats et de la reconstruction d'une Autorité palestinienne en mesure de contrôler les territoires palestiniens et de négocier avec Israël.

Certes, les Etats-Unis ont des atouts que d'autres n'ont pas – une capacité militaire dissuasive déployée en Méditerranée et des moyens de pression sur Israël à la mesure de leur soutien – mais il est clair que toute solution durable exigera la caution des Etats de la région et des acteurs internationaux les plus concernés.

Or pour l'heure, la Chine se montre très discrète ; la Russie ne fait qu'exploiter en termes de communication la guerre à Gaza pour tenter de faire oublier son agression en Ukraine ; l'Iran et même la Turquie sont trop engagés d'un côté pour prendre une initiative de médiation ; et l'Europe – bien que premier fournisseur d'aide aux Palestiniens – n'est pas en mesure de jouer le rôle que l'on pourrait attendre d'elle en raison des divisions de ses membres sur ce sujet.

Milei tente de constituer son gouvernement pour obtenir un soutien suffisant à ses propositions, allant jusqu'à solliciter le péronisme. Hier, il a confirmé l'incorporation à son équipe du député Florencio Randazzo, ancien ministre du gouvernement de Cristina Kirchner (2007-2015), qui était déjà éloigné du kirchnerisme. Selon des sources du gouvernement actuel, d'autres péronistes pourraient emboîter le pas à Randazzo.

Cependant, il n'est pas encore clair si le partenariat électoral réussi avec l'ancien président Macri et l'ancienne candidate Bullrich, tous deux membres de *Proposition Republicaine* (Pro), se transformera en une coalition gouvernementale avec le parti de Milei. Le soutien de l'ancien chef de l'État au candidat d'extrême-droite au second tour a en pratique rompu l'alliance de centre-droit Juntos por el Cambio. Il reste à voir si le Pro, cofondateur de Juntos por el Cambio, adhèrera massivement à la proposition de Milei. Néanmoins, une chose est sûre : le Pro soutiendra une réduction des dépenses, et il est probable qu'un ajustement fiscal soit mis en œuvre.

Dans ce contexte incertain, associé à l'élection récente d'un président imprévisible, la grande interrogation réside dans la capacité des investisseurs à avoir la confiance nécessaire pour investir en Argentine. En effet, les investissements jouent un rôle essentiel dans la croissance du PIB et la constitution des réserves, un enjeu majeur dans le cadre de la crise économique argentine.

Dans ce contexte empreint d'incertitude, marqué par l'élection récente d'un président au caractère imprévisible, la question centrale réside dans la mesure où les investisseurs auront la confiance nécessaire pour engager des capitaux en Argentine. Il est indéniable que les investissements revêtent un rôle fondamental dans la stimulation de la croissance du PIB et dans l'édification des réserves, constituant des impératifs majeurs au cœur de la crise économique que traverse actuellement l'Argentine. L'avenir du pays, sous la gouvernance de Milei, demeure ainsi suspendu à la capacité du nouveau gouvernement à relever ces défis macroéconomiques et à établir un environnement propice à la confiance des investisseurs. Sera-t-il à la hauteur ? ●

La France, elle, a traditionnellement l'image au Moyen-Orient d'un pays à la diplomatie équilibrée et donc susceptible de favoriser les compromis nécessaires. Mais il est juste de reconnaître que cette image s'est détériorée au fil des années et que la crise à Gaza n'a fait qu'accentuer le phénomène.

En effet les prises de position du chef de l'Etat – compréhensibles face à l'horreur de l'attaque terroriste du Hamas contre des civils israéliens – ont donné le sentiment à la « rue arabe » que la France s'alignait purement et simplement sur les thèses israéliennes.

Beaucoup d'observateurs estiment que le Président de la République aurait dû se rendre à Tel Aviv immédiatement après le 7 octobre – comme il avait su le faire à Beyrouth en 2020 après l'explosion au port – pour marquer notre sympathie envers un pays ami frappé par le terrorisme et envers les familles des victimes. Cela n'aurait pas été contesté en France et aurait donné à notre pays un crédit auprès des Israéliens pour pouvoir ensuite leur prodiguer des conseils amicaux. L'idée d'attendre « le moment utile » n'était pas la bonne et la visite présidentielle en Israël a été hypothéquée par la proposition faite d'une « coalition contre le Hamas », incompréhensible pour les opinions publiques arabes. Le président l'a d'ailleurs rapidement recalibrée en coalition humanitaire au profit des Palestiniens et il a organisé à Paris une conférence à ce sujet. Il a aussi appelé à un cessez-le-feu et a réaffirmé notre soutien à la solution à deux Etats, mais le mal était fait.

Certes, les dirigeants arabes savent que la France est soucieuse d'éviter des répercussions internes du conflit israélo-palestinien ; d'autant plus que notre opinion publique a été marquée par les attentats islamistes sur notre sol contre des professeurs ; qu'un antisémitisme latent n'hésite plus à s'exprimer ouvertement ; que de nombreux Français ont été tués lors de l'attaque du 7 octobre et que nous avons encore plusieurs otages français détenus par le Hamas.

Tout cela n'empêche pas que la politique française au Moyen Orient a perdu en crédibilité, donnant le sentiment d'une valse-hésitation pour tenter de concilier tout le monde. La réaction de plusieurs de nos ambassadeurs dans la région reflète en effet l'incompréhension des opinions publiques arabes face à la politique française dans cette crise.

Mais cela ne devrait pas nous inhiber, et au contraire plutôt nous inciter à reprendre le flambeau, ce que beaucoup attendent de nous. Au-delà de la gestion immédiate de la question des otages et de l'assistance humanitaire aux Gazaouis, nous ne devrions donc pas hésiter à faire des propositions audacieuses sur la perspective politique de l'après-guerre.

Cette crise, en remettant la question palestinienne au cœur de l'actualité internationale et en amenant l'administration Biden à affirmer avec force la nécessité de régler le conflit israélo-palestinien de manière durable par la création d'un Etat palestinien, nous donne en effet une opportunité pour reprendre l'initiative sur ce dossier.

La France est l'amie des deux parties et a toujours milité pour une solution équitable prenant en compte à la fois les intérêts de sécurité d'Israël et les droits légitimes des Palestiniens, afin d'écarteler le risque de tensions récurrentes portant atteinte à la stabilité et au développement de cette région.

REGARD D'EXPERT

Réputation en ligne : une affaire de démographie ?

Par **Adrien Peltier**



Diplômé en philosophie et en communication, Adrien commence sa carrière professionnelle dans le milieu de l'édition avant de rejoindre le pôle veille & analyses médias de l'agence Image 7 puis l'agence Matriochka comme directeur clientèle. Il rejoint Antidox en août 2023.

Toute solution durable passe clairement par un cessez-le-feu, la restauration d'une autorité palestinienne en mesure de gérer les territoires palestiniens et de négocier avec Israël les modalités d'instauration d'un Etat palestinien, ainsi que la reconstruction de Gaza avec l'aide notamment des pays du Golfe.

Naturellement, la France doit se concerter avec l'Egypte, la Jordanie, les pays du Golfe et le Maroc, pour faire des propositions à discuter avec les Etats-Unis et Israël. L'échange entre la libération des otages et celle des prisonniers palestiniens devrait concerner notamment Marwan Barghouti – le « Mandela palestinien » – qui est la personnalité la plus populaire auprès des Palestiniens et qui aurait sans aucun doute un rôle majeur à jouer dans la mise en place d'une autorité palestinienne crédible. La solution devrait aussi naturellement s'appuyer sur les résolutions pertinentes des Nations Unies ainsi que sur l'initiative arabe de paix d'origine saoudienne, ce qui favoriserait une normalisation entre Riyad et Tel Aviv. À l'évidence des aménagements devraient être négociés pour tenir compte des développements intervenus sur le terrain et des compensations à apporter aux Palestiniens.

Certes, personne ne se fait d'illusion sur la difficulté de l'exercice avec un gouvernement israélien peu disposé aux compromis ; mais ce gouvernement n'est pas éternel...

La nouvelle donne régionale créée par le conflit à Gaza doit donc – en dépit de l'horreur de ce dernier – être saisie comme une opportunité pour sortir d'une situation inacceptable (notamment en matière de droits humains) et établir les bases d'un règlement durable, susceptible de permettre à Israël et à la Palestine de vivre côte à côte pacifiquement. Nous devrions mettre en avant le bénéfice que tireraient les deux peuples imbriqués dans ce petit territoire à coopérer étroitement dans le cadre de structures conjointes – pourquoi pas un jour une Confédération ? Nous n'en sommes naturellement pas là, et l'important aujourd'hui est bien de recréer une perspective politique pour l'après-guerre. La France aurait donc intérêt à agir sans délai comme un courtier imaginaire capable d'aider à trouver des solutions à ce conflit qui n'a que trop duré. ●

Avec plus d'un million de mentions chacune, Paris et Crépol se partagent cette semaine le titre de capitale française des conversations digitales. Plus qu'on ne l'imagine, celles-ci reflètent les fluctuations des villes et de leurs populations qui croissent ou décroissent au grès des circonstances historiques, économiques, sociologiques... Ainsi, Paris n'aura jamais été aussi peuplée qu'en 1921, quand la banlieue n'avait pas commencé à s'étirer infiniment, le Grand Paris n'existant pas, même à l'état embryonnaire. Le phénomène de l'exode rural avait auparavant vu les villages se vider ; plus tard, celui des agglomérations moyennes – dont les commerces désertent les centres-villes – procède du même effet et le rayonnement qui avait pu les entourer jadis s'éteint généralement avec. Jusqu'au jour où... Un événement inattendu les ramène en pleine lumière, inondant la toile de leur nom soudain ressuscité... souvent par la voie des faits divers.

La France sous nos yeux... et derrière nos écrans

Il suffit donc qu'un crime abominable soit commis dans une commune rurale pour que celle-ci revête un éclat qu'elle n'a jamais connu, entraînant avec elle son agglomération et même son département. Cette surmédiatisation des affaires et des lieux dont elles collent à la peau n'est pas nouvelle ; avec l'explosion des médias en ligne et des réseaux sociaux ces dix dernières années, nous assistons simplement à son déferlement métastatique, comme si la créature avait échappé à ses créateurs (les journalistes et leaders d'opinion) pour gangréner l'espace public et faire loi.

